

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JANVIER 1914.

Proposition de loi modifiant certains articles du Code d'instruction criminelle du 27 novembre 1808, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, et de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Avec un certain nombre de mes collègues, j'ai déposé à nouveau une proposition de loi modifiant certains articles du Code d'instruction criminelle du 27 novembre 1808, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, et de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.

Celle-ci avait été élaborée et déposée par notre ancien collègue M. Paul Janson, mais était devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres en 1912.

Nous sommes convaincus que nous ne pouvons mieux justifier son dépôt qu'en reproduisant ci-après les développements que rédigea pour l'appuyer M. Paul Janson.

FERDINAND FLÉCHET.

DÉVELOPPEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. JANSON.

MESSIEURS,

Le Congrès national, après avoir magistralement tracé les règles du régime nouveau qu'il a eu l'honneur de fonder, avait sagement prescrit la revision des codes.

Cette œuvre est malheureusement restée jusqu'ici en grande partie sans exécution. Seul, le Code pénal a été l'objet d'une revision; des lois spéciales ont aussi revisé en certaines parties le Code d'instruction criminelle; telle la loi sur les circonstances atténuantes; telle encore la loi sur la détention préventive; telle encore la loi sur les règles relatives à l'exercice de l'action publique et de l'action civile. Mais l'expérience a démontré que d'autres dispositions de ce même Code appellent des modifications profondes.

J'ai eu l'honneur, avec M. Hymans, de présenter une proposition de loi sur le secret de l'instruction préparatoire, proposition destinée à introduire dans cette matière des innovations importantes.

Cette proposition malheureusement n'a pas même été rapportée jusqu'ici. Le nouveau projet que M. Royer et moi avons déposé, est relatif à l'instruction criminelle à l'audience et a pour objet d'introduire en cette matière différentes modifications qu'il est facile de justifier.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} a pour objet d'assurer à chaque accusé la délivrance gratuite des pièces dont il est question à l'article 505.

On ne s'explique pas pourquoi la disposition qu'il s'agit de modifier est conçue en termes restrictifs, qui n'ont pas de raison d'être.

Lorsqu'il y a plusieurs accusés, ceux-ci et leurs défenseurs sont entravés dans l'examen du dossier dont il n'existe qu'un seul exemplaire commun à toute la défense.

Cette disposition est motivée par des considérations d'économie qui ne paraissent pas justifiées et d'autant moins admissibles que l'emploi de la machine à écrire permet de multiplier, et à peu de frais, les copies.

ART. 2.

La disposition de l'article 502 qui limite les récusations dans le cas où il y a plusieurs accusés et décide que le nombre de celles-ci sera le même s'il y a un seul accusé ou s'il y en a plusieurs, est une entrave au droit de récusation qui ne s'explique pas.

Il paraît équitable d'augmenter le nombre des récusations s'il y a plusieurs accusés et ce dans les limites déterminées par notre proposition de loi.

ART. 3.

L'article 3 complète l'article 270, de manière à appliquer aux magistrats une règle qui est constante dans la pratique en ce qui concerne les jurés.

Il convient que ceux-ci réservent leur jugement jusqu'à la clôture des débats et, s'ils manquent à cette prescription, ils ne peuvent pas continuer à siéger dans l'affaire soumise à leur appréciation.

Il est rationnel d'appliquer la même règle aux magistrats de la Cour, d'autant plus qu'à raison de l'autorité qui s'attache à leurs fonctions, à leur parole, la manifestation de leur opinion au cours des débats, outre qu'elle est prématurée, est de nature à impressionner le jury et à produire sur le sentiment de celui-ci une impression considérable.

ART. 4.

L'article 4 a pour but de remédier aux inconvénients que présente l'acte d'accusation.

Celui-ci est, en effet, presque toujours un réquisitoire anticipatif et l'usage s'est introduit, dans les affaires importantes, de faire imprimer cet acte d'accusation et de le distribuer au jury.

La défense est obligée d'attendre le débat oral avant de pouvoir répondre et, par suite, l'acte d'accusation, surtout lorsqu'il est imprimé, est de nature à préjudicier aux droits de la défense et à créer a priori dans l'esprit des jurés des préventions défavorables à l'accusé.

Il nous a paru cependant nécessaire de faire une exception à la règle générale que nous préconisons pour le cas où l'affaire présenterait une complication de faits considérable ; tel est le cas notamment lorsqu'il s'agit de poursuites ayant trait à des opérations financières, incriminées à titre de crime.

En pareil cas, il est utile qu'un débat contradictoire précise les faits et détails du procès et énumère dans son dispositif les faits incriminés.

Il appartiendra au président, après avoir entendu la défense et le ministère public, de décider s'il y a lieu de rédiger un acte d'accusation et d'ordonner son impression.

Si cette mesure a été décrétée, il importe que l'accusation et la défense soient mises sur un pied d'égalité parfaite et que, par conséquent, la défense, si l'acte d'accusation est remis au jury, doit pouvoir remettre à celui-ci et aux membres de la Cour un mémoire en réponse.

ART. 5.

Cet article n'exige guère de commentaires. Il se borne à empêcher que, par un abus manifeste, sous prétexte d'exposer l'affaire, le ministère public puisse prononcer un réquisitoire anticipé, auquel la défense ne peut répondre.

ART. 6.

L'expérience a démontré que l'interrogatoire de l'accusé par le président des assises a souvent donné lieu à des abus, auxquels notre article 6 a pour but de mettre un frein.

Aucun texte, au surplus, ne prescrivait cet interrogatoire tel qu'il se fait aujourd'hui, et il s'agit de supprimer une pratique judiciaire qui n'est autorisée par aucun texte de loi.

Elle est d'autant plus fâcheuse qu'il est généralement admis que la défense n'a pas à intervenir dans cet interrogatoire, même pour rectifier un fait, ou montrer que les questions du président ne sont pas pertinentes et, par conséquent, devraient être écartées.

ART. 7.

L'article 7 propose la suppression de l'article 314 du Code d'instruction criminelle, disposition contre laquelle le Barreau a souvent, et à juste titre, protesté.

Le serment prêté par les avocats est une garantie suffisante qu'ils s'acquitteront de la défense sans manquer aux règles professionnelles et à la dignité qu'elles comportent.

L'admonestation préventive que le président est tenu de leur adresser et qu'il fait — je crois pouvoir le dire — à contre-cœur, n'a aucune raison d'être et, par conséquent, nous proposons de la supprimer.

ART. 8.

Le juge d'instruction n'est pas, à proprement parler, un témoin ; il ne sait de l'affaire que les faits matériels qu'il a pu constater et dès lors il ne se conçoit pas, comme cela arrive dans la pratique, que, souvent entendu le premier, il soit reçu à faire une déposition générale qui, trop fréquemment, dégénère en un réquisitoire anticipé.

Quelle que soit l'impartialité du juge d'instruction, les dépositions qu'il fait en dehors du cadre des faits matériels sont toujours tendancieuses et la chose n'a rien d'étonnant, puisqu'il fait partie de la chambre du conseil et a ainsi préjugé de la culpabilité de l'accusé.

Toutefois, il convient que le juge d'instruction puisse déposer sur les faits matériels qu'il a constatés par lui-même et que si, comme il arrive parfois, l'exactitude ou l'interprétation de ses procès-verbaux donne matière à discussion, il puisse être entendu sur le point contesté.

ART. 9.

L'article 9 a pour but de garantir à la défense le droit de faire assigner aux frais de l'État des témoins à décharge, droit qui, du reste — nous nous plaçons à le reconnaître — a été généralement admis dans la pratique judiciaire.

ART. 10.

Cet article consacre, au profit du ministère public et de la défense, le droit de faire entendre devant la Cour des personnes qui, à raison des circonstances indiquées dans l'article 522 du Code d'instruction criminelle, ne peuvent être entendues qu'à titre de renseignement.

Actuellement ces personnes ne peuvent être entendues à titre de renseignement qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire du président ou, d'une manière indirecte, par l'entremise du juge d'instruction qui dépose lui-même des déclarations qu'il a reçues à titre de renseignement.

Il semble que le pouvoir discrétionnaire du président doit être remplacé dans l'occurrence par une disposition expresse que nous proposons et qui est conforme au principe de l'oralité des débats.

ART. 11.

Actuellement l'appréciation des circonstances atténuantes est réservée à la Cour et il est arrivé souvent que celle-ci les a écartées dans des cas où les jurés étaient convaincus qu'elles seraient admises.

Le jury, qui a une connaissance complète de l'affaire et de toutes les circonstances qui s'y rattachent, a une compétence indiscutable pour apprécier les circonstances atténuantes et, à raison de celles-ci, de proportionner la répression aux nécessités d'une bonne justice.

ART. 12.

L'article 12 propose que les questions soumises aux jurés soient imprimées et distribuées avant la clôture des débats, sauf à excepter celles qui seraient proposées comme résultant des débats.

Les questions posées aux jurés ont une extrême importance et souvent ceux-ci, mis à l'improviste en face de ces questions, n'en comprennent pas bien le sens et la portée.

Il importe que ce ne soit pas au dernier moment que les questions leur soient soumises et qu'ils aient le loisir de les examiner avant la clôture des débats et de solliciter, le cas échéant, des explications sur leur sens et sur leur portée.

Le second paragraphe de notre article 12 confère au président, au ministère public et à la défense le droit de faire poser des questions subsidiaires, comme résultant des débats. Actuellement, ce droit est réservé à l'appréciation du président en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

Nous pensons que, dans l'espèce, il faut remplacer ce pouvoir discrétionnaire par le droit que nous conférons au président, au ministère public et à la défense ; lorsqu'une affaire a été portée devant les assises et a donné lieu à de longs débats, il est rationnel qu'elle ne suscite pas un débat ultérieur devant une autre juridiction à raison de préventions subsidiaires.

Il est rationnel que cette prévention subsidiaire, si elle est possible, soit examinée et jugée par le jury.

On épargne ainsi à la justice une perte de temps et aussi le spectacle d'une nouvelle procédure intentée contre un accusé qui a été acquitté du chef de l'inculpation principale et qui a à subir une prévention subsidiaire devant une autre juridiction.

Cet article 12 doit être mis en rapport avec l'article 13 et le texte qu'il ajoute à l'article 368 du Code d'instruction criminelle.

ART. 13.

L'article 361 du Code d'instruction criminelle a pour but essentiel d'éclairer le jury sur le sens et la portée des questions qui lui sont soumises.

Le mot « coupable » qui figure dans les questions est un mot complexe qui implique à la fois la matérialité du fait et son imputabilité.

Il est nécessaire que ce terme — peu clair par lui-même — soit bien compris par le jury et que, par conséquent, son sens lui soit bien expliqué.

Il est de doctrine et de jurisprudence que si une cause de justification est invoquée, telle que la démence ou la légitime défense, la réponse doit être négative, mais cette théorie juridique n'est pas familière aux personnes qui sont étrangères à la science du droit, et tel étant le cas pour les jurés, il convient que le terme « coupable » leur soit expliqué et qu'ils soient avertis des deux conditions essentielles d'une réponse affirmative à la question unique qui leur est posée.

ART. 14.

Cet article tend à supprimer une prohibition qui n'est plus guère suivie dans la pratique. C'est la disposition qui interdit aux jurés de s'occuper des conséquences éventuelles de leur verdict.

Il importe que ceux-ci les connaissent d'une manière exacte et précise.

C'est une garantie d'une saine et équitable répression, si l'accusé est déclaré coupable.

On a beau interdire aux jurés de s'occuper des conséquences de leur verdict, ils sont nécessairement entraînés à apprécier celles-ci et l'éventualité de ces conséquences exerce souvent une influence définitive sur leur verdict.

Il arrive que, dans la crainte d'une condamnation excessive, ils émettent un verdict négatif, alors que, s'ils pouvaient statuer en connaissance de cause des résultats de leur verdict et concourir à l'application de la peine, leur verdict eût été différent.

ART. 15.

Nous avons déjà antérieurement justifié cette disposition, qui a pour but, en cas d'acquiescement, d'empêcher une poursuite subsidiaire devant une autre juridiction.

ART. 16.

Il est rationnel que si, au cours de sa délibération, le jury a besoin d'information et de lumière pour rendre une décision réfléchie et mûrement déli-

bérée, il puisse conférer contradictoirement avec le président de la Cour, le ministère public et la défense, qui lui donneront telles explications qu'ils jugeraient utiles.

ART. 17.

Cet article contient une nouvelle application du principe que nous avons déjà exposé en ce qui concerne les circonstances atténuantes.

Il y a des inconvénients graves à ne pas autoriser le jury à délibérer avec la Cour sur l'application de la peine, cette délibération commune constituant une garantie que l'application de la peine se fera en tenant compte de toutes les circonstances révélées aux débats, qu'elle ne sera ni excessive, ni insuffisante et qu'ainsi une bonne et sage répression sera pleinement garantie.

ART. 18.

Cet article, dans le cas spécial dont il s'agit, confère à la Cour le pouvoir d'ordonner la collocation de l'accusé s'il résulte des débats qu'il a été acquitté du chef de démence.

Si l'accusé a été reconnu dément et, à ce titre, renvoyé de l'accusation portée contre lui, la sécurité publique peut exiger qu'il soit immédiatement colloqué.

Cette disposition paraît d'autant plus nécessaire qu'il peut arriver que le jury hésite à reconnaître la démence dans la crainte que son verdict soit nuisible à la sécurité publique, et alors on assiste au spectacle profondément déplorable d'un malheureux soumis au régime cellulaire, alors qu'il n'est en réalité qu'un infirme digne de commisération, dont la place n'est pas dans la prison, mais dans un asile d'aliénés.

ART. 19 ET 20.

Les articles 19 et 20 ont pour but de revenir au principe constitutionnel qui établit le jury en matière criminelle.

Inutile de rappeler ici des considérations aussi graves et d'une aussi haute portée, qui ont déterminé le vote de l'article 98 de la Constitution.

La loi sur les circonstances atténuantes a apporté à ce principe essentiel de notre pacte fondamental une dérogation qui nous paraît fâcheuse et qui, dans la pratique, a donné lieu à des abus incontestables.

On voit fréquemment renvoyer devant les tribunaux correctionnels à raison des circonstances, des affaires criminelles qui, à ce titre, devaient garantir aux accusés la juridiction du jury.

L'option que le projet accorde à l'accusé lui permettra de réclamer la juridiction du jury dans tous les cas où le fait qui lui est imputé est qualifié « crime ».

ART. 21.

Cet article a pour but de parer à un abus manifeste. Il arrive que le prévenu renvoyé devant le tribunal correctionnel soulève l'incompétence du

tribunal à raison de ce que le délit lui imputé est un délit de presse ou un délit politique. En pareil cas, les tribunaux s'arrogent le droit de joindre l'incident au fond, alors qu'en matière civile l'exception d'incompétence exige un jugement spécial sur la question de compétence avant qu'il est statué au fond.

Il semble rationnel que cette règle soit également appliquée en matière répressive et il y a des inconvénients graves à ce qu'un prévenu puisse être condamné par le juge qui, ultérieurement, reconnaîtra son incompétence, ou dont l'incompétence sera finalement reconnue par la juridiction supérieure.

Nous croyons, du reste, que l'exception d'incompétence, à raison de ce qu'il s'agit d'un délit politique ou de presse, devrait être soumise non pas au tribunal, mais au jury lui-même et nous nous réservons de présenter un amendement en ce sens.

ART. 22 ET 23.

Les articles 22 et 23 ont pour but de réformer la procédure répressive en appel.

Actuellement la Cour d'appel a le pouvoir de refuser d'entendre les témoins entendus en première instance, pouvoir d'autant plus fâcheux que les dépositions faites en première instance sont simplement l'objet d'un résumé toujours incomplet, tel qu'il se trouve acté à la feuille d'audience par le greffier et contrôlé ultérieurement par le président du tribunal.

Quels que soient le zèle, l'intelligence des greffiers, ils ne sont pas sténographes et, par conséquent, la feuille d'audience ne donne pas les dépositions complètes; et, dans tous les cas, elle ne donne pas l'impression que produit l'audition du témoin lui-même.

Il résulte de là que le juge d'appel, qui devrait être mieux éclairé que le juge de première instance, juge souvent dans des conditions manifestes d'infériorité; il se trouve dans bien des cas en présence d'un résumé incolore et imparfait de l'instruction en première instance et il est ainsi exposé à ne pas statuer en pleine connaissance de cause.

D'un autre côté, et dans la plupart des cas, lorsque le rapport qui est fait en appel consiste dans la lecture du dossier de première instance, il nous paraît nécessaire de préciser quelle doit être la nature de ce rapport.

Il ne peut pas se borner à la lecture des pièces, mais il doit, à notre avis, comprendre également l'exposé succinct et impartial des charges relevées contre l'accusé et de ses moyens de défense, en visant les pièces y relatives, sans qu'il soit nécessaire d'en donner lecture; toutefois, celle-ci devra être faite, si l'accusé ou le ministère public demandent qu'il soit donné lecture de certaines d'entre elles.

Au surplus, la nécessité d'entendre des témoins nouveaux, si elle est réclamée par le ministère public ou la défense, abrégera nécessairement la mission du juge-rapporteur.

L'article 23 a aussi pour but d'assurer plus efficacement le respect de la disposition constitutionnelle qui exige que les décisions judiciaires soient motivées.

La formule banale, dont l'usage est trop fréquent : « Attendu que la prévention est suffisamment établie », ne nous paraît conforme ni à l'esprit ni au texte de la Constitution.

Il importe, en matière répressive, que le juge énumère d'une manière sommaire les motifs de sa décision. C'est évidemment une des garanties les plus précieuses d'une bonne justice en matière répressive.

ART. 24.

Depuis qu'il a été admis qu'en matière répressive la Cour d'appel est régulièrement composée de trois conseillers au lieu de cinq, il peut arriver que le prévenu acquitté en première instance puisse être condamné en appel par les trois conseillers, s'ils sont unanimes.

Or, en pareil cas, il y a trois voix pour la condamnation et trois pour l'acquiescement, ce qui implique nécessairement un doute.

Aussi proposons-nous que le jugement constate si l'accusé a été acquitté à l'unanimité ou par deux voix contre une, et que, dans le cas où il a été acquitté à l'unanimité, la Cour soit composée de cinq conseillers et que la condamnation ne puisse être prononcée en appel qu'à la majorité de quatre voix contre une.

ART. 25.

Nous attachons à cet article une importance toute spéciale, son but étant de remédier à de graves abus qui se sont introduits en matière de détention préventive.

Cette peine anticipée ne doit être appliquée qu'avec une grande réserve et une extrême circonspection, d'autant plus que si, finalement, le prévenu est reconnu innocent, il n'a droit à aucune indemnité.

Sans doute, la loi actuelle sur la détention préventive a atténué dans une certaine mesure les vices du régime précédent, mais elle est encore loin d'avoir atteint le but que le législateur se proposait.

Beaucoup de décisions énumèrent de prétendues circonstances graves et exceptionnelles qui, en réalité, paraissent souvent de style et qui ne correspondent pas à la réalité des choses.

De plus, il est permis de dire qu'à raison des nombreux traités d'extradition, il est presque impossible que les individus soupçonnés de crimes ou de délits graves échappent à la répression, ce qui leur était facile avant les traités d'extradition.

Enfin, la science possède aujourd'hui des moyens sérieux et efficaces de retrouver partout où ils sont, les individus inculpés de crimes ou de délits graves.

On peut les photographier, chose impossible autrefois; on peut les soumettre aux mesures anthropométriques; on peut prendre leurs empreintes dactyles, en manière telle que leur identité devient facile à établir et que la fuite ne leur assure pas l'immunité, mais les expose, au contraire, à être ramenés dans le pays à la suite d'une demande d'extradition.

Notre texte propose d'instituer la *détention préventive à domicile*.

Au lieu d'être incarcéré comme s'il était déjà reconnu coupable, au lieu d'être enlevé à sa famille et à ses affaires, ce qui peut lui causer un préjudice considérable, l'inculpé sera en quelque sorte consigné chez lui et aura à justifier de sa présence au lieu de son domicile de la manière et aux jours et heures déterminés par le juge d'instruction.

Il sera ainsi à la disposition de la justice, comme s'il avait été incarcéré, mais sans être soumis au préalable à un emprisonnement qui, finalement, peut être reconnu ne pas avoir de raison.

Nous sommes convaincus que le régime que nous préconisons mettra fin à des abus évidents que la presse a, à juste titre, souvent signalés.

Parmi ces abus, il en est deux autres que l'article 35 indique d'une manière spéciale ; la loi sur la détention préventive permet de maintenir en détention le prévenu acquitté en première instance.

Il est impossible de méconnaître que s'il a été acquitté en première instance, il a en sa faveur une très forte présomption d'innocence et dès lors, en pareil cas, la prolongation de la détention est injustifiable.

Cette même loi autorise le prévenu à se faire assister de son conseil lorsqu'il est statué sur sa détention préventive, mais la situation faite au conseil est réellement bizarre : il ignore le dossier qui reste secret... pour lui, tandis que le ministère public et le juge d'instruction le connaissent dans ses moindres détails.

Dans ces conditions l'assistance du conseil est presque illusoire et la situation qui lui est faite est incompatible avec les droits de la défense.

Il importe donc de modifier le régime actuel dans le sens de la disposition proposée, qui rétablira l'égalité entre le ministère public et la défense.

PAUL JANSON.



PROPOSITION DE LOI

modifiant certains articles du Code d'instruction criminelle du 27 novembre 1808, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, et de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.

I. — Supprimer l'article 305, paragraphe 2 du Code d'instruction criminelle et le remplacer par la disposition suivante : « Chaque accusé recevra, quinze jours avant l'ouverture des débats, signification de l'arrêt de renvoi, des dépositions des témoins et des procès-verbaux contenant les déclarations de ceux-ci, des expertises, procès-verbaux de saisies ou visites domiciliaires et des interrogatoires. »

II. — Insérer après l'article 402 du Code d'instruction criminelle, la disposition suivante : « Lorsqu'il y aura plusieurs accusés, le nombre de jurés appelés à faire partie du jury de jugement sera majoré de deux par accusé, de manière que, outre le nombre de récusations que les accusés sont autorisés à faire suivant l'article 402, chaque accusé ait un droit personnel à deux récusations. »

III. — Ajouter à l'article 270 du Code d'instruction criminelle : « Le Président et les magistrats de la Cour devront s'abstenir de montrer quelle est leur opinion sur l'affaire. »

WETSVOORSTEL

waarbij sommige artikelen van het Wetboek van Strafvordering van 27 November 1808, van de wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden en van de wet van 20 April 1874 op de voorloopige hechtenis worden gewijzigd.

I. — Artikel 305, § 2, van het Wetboek van Strafvordering te doen wegvallen en het te vervangen door de volgende bepaling : « Aan elken beschuldigde worden, vijftien dagen vóór de opening der debatten, betekend het arrest van verwijzing, het verhoor der getuigen en de processen-verbaal behelzende dezer verklaringen, de opnemingen door deskundigen, de processen-verbaal van inbeslagneming of huiszoeking en van de ondervragingen. »

II. — Na artikel 402 van het Wetboek van Strafvordering, de volgende bepaling in te lasschen : « Wanneer er meerdere beschuldigten zijn, wordt het getal gezwoeren, geroepen deel uit te maken van de jury die uitspraak moet doen, vermeerderd met twee per beschuldigde, derwijze dat, boven 't getal wrakingen waartoe de beschuldigten zijn gemachtigd ingevolge artikel 402, elke beschuldigde persoonlijk recht heeft op twee wrakingen. »

III. — Toe te voegen aan artikel 270 van het Wetboek van Strafvordering : « De voorzitter en de leden van het Hof moeten zich onthouden hunne meening omtrent de zaak te doen blijken. »

» Dans le cas où ils manifesteraient leur opinion, l'affaire devrait être renvoyée à une autre session, si l'accusé le demande, et ce à peine de nullité. »

IV. — Supprimer le paragraphe 1^{er} de l'article 241 du Code d'instruction criminelle et le remplacer par la disposition suivante :

« A la suite de l'arrêt de renvoi, il ne pourra être rédigé d'acte d'accusation, à moins que l'affaire ne présente une complication de faits considérable, auquel cas il pourra être rédigé un acte d'accusation sommaire.

» Huit jours avant l'ouverture des débats, le Président, après avoir entendu la défense et le ministère public, décidera s'il y a lieu de rédiger un acte d'accusation.

» Lorsqu'il sera décidé de rédiger un acte d'accusation, celui-ci exposera : (reproduire ici les paragraphes 2 et 3 de l'article 241).

» Quand il sera lu un acte d'accusation, la défense aura le droit de lire immédiatement après un acte de défense, qui exposera sommairement le système de défense de l'accusé, les circonstances qui tendent à établir son innocence, à justifier, à atténuer, ou à excuser son acte.

» S'il est décidé que l'acte d'accusation sera remis au jury, la défense aura le droit, après la lecture de l'acte d'accusation, de remettre au jury et à la Cour un mémoire en réponse. »

V. — Ajouter à l'article 315 du Code d'instruction criminelle un paragraphe 6, ainsi conçu : « Si le procureur général, usant du droit

» Voor't geval zij hunne meening deden kennen, zou de zaak moeten worden verwezen naar een anderen zittijd, indien de beschuldigde het vraagt, en wel op straffe van nietigheid. »

IV. — Paragraaf 1 van artikel 241 van het Wetboek van Strafvordering te doen wegvallen en te vervangen door de volgende bepaling :

« Op het arrest van verwijzing mag geene akte van beschuldiging volgen, tenzij de zaak hoogst ingewikkelde feiten bevatte; in dit geval kan eene beknopte akte van beschuldiging worden opgesteld.

» Acht dagen vóór de opening der debatten, verklaart de voorzitter, na de verdediging en het openbaar ministerie te hebben gehoord, of er reden bestaat eene akte van beschuldiging op te stellen.

» Is het besloten eene akte van beschuldiging op te stellen, dan zet deze uiteen : (hier de paragrafen 2 en 3 van artikel 241 op te nemen).

» Wordt eene akte van beschuldiging voorgelezen, dan heeft de verdediging het recht, onmiddellijk daarna eene akte van verdediging voor te lezen, waarin beknopt worden uiteengezet het verdedigingsstelsel van den beschuldigde, de omstandigheden strekkende tot het bewijzen zijner onschuld, tot het rechtvaardigen, verzachten of verschoonen zijner daad.

» Is het besloten, dat de akte van beschuldiging zal worden afgegeven aan de jury, dan heeft de verdediging het recht, na voorlezing van de akte van beschuldiging, eene memorie van antwoord af te geven aan de jury en aan het Hof. »

V. — Aan artikel 315 van het Wetboek van Strafvordering eene 6^e paragraaf toe te voegen, luidende : « Indien de procureur-generaal,

que lui confère le paragraphe premier, expose le sujet de l'accusation, il devra se borner à préciser les faits dont le jury est appelé à connaître et les circonstances qui s'y rattachent, sans entrer dans l'examen et le développement des charges qu'il a relevées contre l'accusé. »

VI. — Ajouter après l'article 510 du Code d'instruction criminelle :

« L'interrogatoire de l'accusé sur les faits de la cause et sous réserve de l'article 519, paragraphe 3, est supprimé, à peine de nullité. »

VII. — Supprimer l'article 511 du Code d'instruction criminelle.

VIII. — Ajouter à l'article 517 du Code d'instruction criminelle ce qui suit :

« Le juge d'instruction ne pourra être entendu comme témoin que sur les faits matériels qu'il aurait constatés ; il ne sera pas reçu à déposer au sujet des dépositions et des interrogatoires qu'il a actés, sauf dans le cas où l'accusé ou le ministère public contesterait l'exactitude de ces procès-verbaux ou en discuteraient la portée et seulement sur le point contesté ; cette disposition est applicable en toute matière répressive. »

IX. — Ajouter après l'article 504 du Code d'instruction criminelle :

« Cinq jours avant l'ouverture des débats, l'accusé ou son conseil indiqueront au ministère public les noms, prénoms, professions et

gebruik makende van het recht hem door paragraaf 1 toegekend. de beschuldiging uiteenzet, moet hij zich bepalen tot het juist opgeven van de feiten waarover de jury geroepen is uitspraak te doen, alsmede van de omstandigheden die daarop betrekking hebben, zonder over te gaan tot het onderzoek en de toelichting van de bezwaren die hij tegen den beschuldigde heeft gevonden. »

VI. — Na artikel 510 van het Wetboek van Strafvordering toe te voegen :

« De ondervraging van den beschuldigde over de feiten der zaak en onder voorbehoud van artikel 519, § 5, wordt afgeschaft, op straffe van nietigheid. »

VII. — Artikel 511 van het Wetboek van Strafvordering te doen wegvallen.

VIII. — Aan artikel 517 van het Wetboek van Strafvordering het volgende toe te voegen :

« De rechter van instructie mag alleen worden gehoord, als getuige, over de feiten van stoffelijken aard welke hij zou hebben vastgesteld ; hij mag geen getuigenis alleggen over verklaringen en ondervragingen die hij heeft opgeteekend, behalve in het geval dat de beschuldigde of het openbaar ministerie de juistheid dier processen-verbaal mochten bestrijden of daarvan de betekenis betwisten, en enkel over het betwiste punt ; deze bepaling is van toepassing in elke strafzaak. »

IX. — Na artikel 504 van het Wetboek van Strafvordering toe te voegen :

« Vijf dagen vóór de opening der debatten, doen de beschuldigde of zijn raadsman aan het openbaar ministerie kennen de namen, de

adresses des témoins à décharge qu'ils désirent faire entendre.

« Ceux-ci seront assignés à la requête du ministère public et aux frais de l'État. Cette disposition est applicable en toute matière répressive. »

X. — Ajouter à l'article 322 du Code d'instruction criminelle le paragraphe suivant :

« Lorsque les personnes dont il est question à l'article 322 du Code d'instruction criminelle, auront été entendues dans l'instruction à titre de renseignement, elles seront appelées au même titre à faire leurs déclarations devant la Cour d'assise, si le ministère public ou la défense requièrent leur audition.

XI. — Ajouter après l'article 310 du Code d'instruction criminelle :

« En Cour d'assises, il sera posé au jury une question sur les circonstances atténuantes ; le bénéfice en sera acquis à l'accusé, si la décision est rendue au moins par parité de voix. »

XII. — Insérer après l'article 556 du Code d'instruction criminelle :

« Les questions seront imprimées et distribuées au jury et aux membres de la Cour avant la clôture des débats, à l'exception de celles qui seraient posées comme résultant des débats.

» Le président d'office, le ministère public et la défense pourront toujours demander de poser des questions subsidiaires comme résultant du débat. »

XIII. — Insérer avant l'article 541 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Après avoir posé les questions,

voornamen, het bedrijf en het adres van de getuigen ter ontlasting welke zij verlangen te doen hooren.

» De getuigen worden gedagvaard op verzoek van het openbaar ministerie en op kosten van den Staat. Deze bepaling is van toepassing in elke strafzaak. »

X. — Aan artikel 322 van het Wetboek van Strafvordering de volgende paragraaf toe te voegen :

« Wanneer de personen, waarvan sprake is in artikel 322 van het Wetboek van Strafvordering, werden gehoord tot inlichting, worden zij geroepen als zoodanig hunne verklaringen voor het Assisenhof af te leggen, indien het openbaar ministerie of de verdediging eischen dat ze gehoord worden. »

XI. — Na artikel 310 van het Wetboek van Strafvordering toe te voegen :

« Voor het Assisenhof wordt aan de jury eene vraag gesteld over de verzachtende omstandigheden ; het voordeel daarvan komt ten goede aan den beschuldigde, indien de beslissing wordt genomen ten minste bij staking van stemmen. »

XII. — Na artikel 556 van het Wetboek van Strafvordering in te lassen :

« De vragen worden gedrukt en rondgedeeld aan de jury en aan de leden van het Hof vóór het sluiten der debatten, met uitzondering van die gesteld als voortvloeiende uit de debatten. »

« De voorzitter, uit kracht van zijn ambt, het openbaar ministerie en de verdediging mogen altijd verzoeken dat er vervangende vragen worden gesteld als voortvloeiende uit het debat. »

XIII. — Vóór artikel 541 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling in te voegen :

« Na de vragen te hebben gesteld,

le président de la Cour d'assises expliquera au jury le sens et la portée des questions; il leur expliquera spécialement la portée complexe du mot « coupable » en faisant ressortir qu'il implique à la fois la matérialité du fait et son imputabilité.

« Si une cause de justification a été invoquée par l'accusé, le président y attirera spécialement l'attention du jury, et lui expliquera que s'il admet cette cause de justification, sa réponse doit être négative. »

XIV. — Ajouter à l'article 335 du Code d'instruction criminelle, après le paragraphe 3 :

« Le ministère public et la défense sont autorisés à expliquer au jury les conséquences éventuelles de la déclaration de culpabilité » et supprimer la partie finale de l'article 342 à partir des mots : « et ils manquent à leur premier devoir. »

XV. — Introduire après l'article 358 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Si l'accusé est acquitté, il ne pourra pas être poursuivi ultérieurement du chef d'une prévention subsidiaire à celle qui a motivé son renvoi en Cour d'assises. »

XVI. — Ajouter à l'article 345 du Code d'instruction criminelle, après le paragraphe 2, un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Si, au cours de sa délibération, le jury fait appeler le président des assises, le ministère public et la défense assisteront à l'entrevue du président avec le jury et pourront, de leur côté, donner au jury telles

legt de voorzitter van het Assisenhof den zin en de beteekenis van de vragen uit aan de jury; hij legt aan deze inzonderheid uit de meervoudige beteekenis van het woord « schuldig », doende uitschijnen dat het én de stoffelijkheid van het feit én de toerekenbaarheid daarvan in zich bevat.

« Werd eene oorzaak van rechtvaardiging ingeroepen door den beschuldigde, dan vestigt de voorzitter daarop bijzonder de aandacht van de jury en legt aan deze uit, dat, zoo zij deze oorzaak van rechtvaardiging aanneemt, haar antwoord ontkennend moet zijn. »

XIV. — Aan artikel 335 van het Wetboek van Strafvordering, na paragraaf 3, toe te voegen :

« Het openbaar ministerie en de verdediging zijn gemachtigd aan de jury uit te leggen de mogelijke gevolgen der schuldigverklaring », en het slot van artikel 342 te doen wegvallen van af de woorden : « en zij komen aan hun eersten plicht te kort ».

XV. — Na artikel 358 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling in te voegen :

« Wordt de beschuldigde vrijgesproken, dan mag hij later niet meer worden vervolgd uit hoofde van eene betichting ondergeschikt aan die voor welke hij naar het Assisenhof werd verwezen. »

XVI. — Aan artikel 345 van het Wetboek van Strafvordering, na paragraaf 2, eene 3^{de} paragraaf toe te voegen, luidende als volgt :

« Indien, in den loop harer beraadslaging, de jury den voorzitter der Assisen doet roepen, zijn het openbaar ministerie en de verdediging tegenwoordig bij het onderhoud van den voorzitter met de

explications qu'ils jugeront convenir. »

XVII. — Introduire dans l'article 565 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Si l'accusé est déclaré coupable, la Cour, en chambre du conseil, délibérera avec le jury sur l'application de la peine ; la décision sera rendue à la majorité des voix.

» Le président de la Cour d'assises mettra d'abord aux voix la peine la plus forte et successivement les pénalités moindres. »

XVIII. — Ajouter un article 571bis, ainsi conçu :

« S'il était reconnu que l'accusé est l'auteur du fait incriminé et s'il résulte des débats que l'accusé a été acquitté parce qu'il était en état de démence au moment du fait, la Cour, après avoir entendu le ministère public et la défense, pourra ordonner la collocation de l'accusé si son état de démence est tel que sa mise en liberté serait un danger pour la sécurité publique. »

XIX. — Ajouter à l'article premier, paragraphe premier de la loi du 4 octobre 1867, les mots : « Sauf en matière criminelle ».

XX. — Ajouter à l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, ce qui suit :

« Néanmoins, dans le cas prévu par le présent article, si le fait est qualifié crime, l'accusé aura le droit de demander son renvoi en Cour d'assises.

» A cette fin, après que le dossier

jury en mogen zij, van hunnen kant, aan de jury zoodanige uitleggingen geven als zij noodig achten. »

XVII. — In artikel 565 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling op te nemen :

« Wordt de beschuldigde schuldig verklaard, dan beraadslaagt het Hof, in raadkamer, met de jury over de toepassing van de straf; de beslissing wordt genomen bij meerderheid van stemmen.

» De voorzitter van het Assisenhof brengt eerst de hoogste straf in stemming en vervolgens de mindere straffen. »

XVIII. — Een artikel 571bis toe te voegen, aldus luidende :

« Werd het erkend, dat de beschuldigde de dader is van het als strafbaar beschouwde feit en vloeit het voort uit de debatten, dat de beschuldigde werd vrijgesproken omdat hij, toen het feit werd gepleegd, in staat van waanzin verkeerde, dan kan het Hof, na het openbaar ministerie en de verdediging te hebben gehoord, bevelen dat de beschuldigde zal worden opgesloten indien zijn staat van waanzin van zulken aard is, dat zijne invrijheidstelling gevaar zou opleveren voor de openbare veiligheid. »

XIX. — Aan het eerste artikel, § 1, der wet van 4 October 1867 de volgende woorden toe te voegen : « Behalve in strafzaken. »

XX. — Aan artikel 2 der wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden het volgende toe te voegen :

« Echter, in het geval voorzien bij dit artikel, indien het feit misdadig wordt genoemd, heeft de beschuldigde het recht te vragen dat hij naar het Assisenhof worde verwezen.

» Te dien einde, nadat de proces-

aura été communiqué à son conseil et qu'il aura été avisé par lettre recommandée du jour fixé pour la décision de la Chambre du conseil, il sera tenu de savoir s'il acquiesce au renvoi éventuel de la poursuite devant le Tribunal correctionnel à raison de l'admission éventuelle de circonstances atténuantes, ou s'il opte pour le renvoi en Cour d'assises. Faute de ce faire, il sera présumé opter pour le renvoi en Cour d'assises. »

XXI. — Ajouter à la suite de l'article 182 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Lorsqu'un prévenu assigné devant le Tribunal correctionnel soulèvera l'incompétence basée sur ce qu'il s'agit d'un délit politique ou de presse, l'incident ne pourra être joint au fond. »

XXII. — Ajouter après l'article 240 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« En Cour d'appel, les témoins entendus en première instance, seront assignés à comparaître à nouveau devant la Cour, si cette comparution est réclamée, soit par le ministère public, soit par la défense. »

XXIII. — Ajouter à l'article 209 du Code d'instruction criminelle un paragraphe ainsi conçu :

« Ce rapport énumérera les charges relevées contre le prévenu et ses moyens de défense ; il indiquera les pièces et les documents à l'appui, sans qu'il soit nécessaire d'en donner lecture, à moins que cette lecture ne soit réclamée par le ministère public

stukken werden medegedeeld aan zijn raadsman en hem bij aangeteekenden brief kennis werd gegeven van den dag bepaald voor de beslissing der Raadkamer, is hij gehouden te weten of hij toestemt in de gebeurlijke verwijzing van de vervolging naar de boetstraffelijke rechtbank uit hoofde van het mogelijk aannemen van verzachtende omstandigheden, of wel dat hij de voorkeur geeft aan de verwijzing naar het Assisenhof. Doet hij het niet, dan wordt hij ondersteld de voorkeur te geven aan de verwijzing naar het Assisenhof. »

XXI. — Na artikel 182 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling toe te voegen :

« Wanneer een verdachte, die voor de boetstraffelijke rechtbank is gedaagd, de onbevoegdheid opwerpt, hierop berustend dat het een politiek misdrijf of een persdelict betreft, kan het incident niet terzelfder tijd als de zaak zelf worden behandeld. »

XXII. — Na artikel 240 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling toe te voegen :

« Voor het Hof van beroep worden de getuigen, in eersten aanleg gehoord, gedagvaard om opnieuw voor het Hof te verschijnen, indien deze verschijning wordt geëischt hetzij door het openbaar ministerie, hetzij door de verdediging. »

XXIII. — Aan artikel 209 van het Wetboek van Strafvordering eene paragraaf toe te voegen, luidende als volgt :

« Dit verslag somt de bezwaren op die tegen den verdachte werden gevonden, alsmede zijne verdedigingsmiddelen; het duidt aan de stukken bescheiden tot staving, zonder dat het noodig is die voor te lezen, tenzij deze lezing wordt gevraagd

ou la défense; les jugements et arrêts de condamnation en matière correctionnelle devront donner le résumé des preuves de la culpabilité; ils ne pourront, à peine de nullité être motivés ainsi: « Attendu que la prévention est suffisamment établie » ou par toute autre formule banale et de style.

XXIV. — Ajouter à l'article 190 du Code d'instruction criminelle ce qui suit :

« Lorsque le prévenu aura été acquitté en première instance, le jugement constatera s'il a été acquitté à l'unanimité ou par deux voix contre une.

» Dans le premier cas, l'appel du Ministère public sera jugé par la Cour d'appel composée de cinq conseillers; aucune condamnation ne pourra être prononcée en appel qu'à la majorité de quatre voix contre une. »

XXV. — Lorsque le prévenu aura été acquitté en première instance, jugement ordonnera la mise en liberté immédiate.

« Dans le cas où il est décerné un mandat d'arrêt après que le signalement de l'accusé ou du prévenu aura été décrit, qu'il aura été photographié, soumis aux mesures anthropométriques et qu'il aura été procédé à ses empreintes dactyles, le juge d'instruction pourra le mettre en liberté provisoire, à charge de se représenter devant lui ou tel officier judiciaire qui lui sera indiqué, aux jour et heure qui lui seront fixés par le juge d'instruction et même, le cas échéant, deux fois par jour; si le prévenu, sans motif légitime, ne comparait pas, il sera

door het openbaar ministerie of de verdediging; de vonnissen en arresten van veroordeeling in boetstraffelijke zaken moeten den korten inhoud der bewijzen van strafbaarheid bevatten; op straffe van nietigheid, mogen zij niet aldus met redenen worden omkleed: « Aangezien de betichting voldoende is vastgesteld » of door elk andere alledaagsche en geijkte formule. »

XXIV. — Aan artikel 190 van het Wetboek van Strafvordering het volgende toe te voegen :

« Wanneer de verdachte werd vrijgesproken in eersten aanleg, vermeldt het vonnis of hij werd vrijgesproken met eenparigheid van stemmen of met twee stemmen tegen één.

» In het eerste geval, wordt het beroep vanwege het Openbaar Ministerie berecht door het Hof van beroep samengesteld uit vijf raadsheeren; in beroep mag eene veroordeeling slechts worden uitgesproken bij meerderheid van vier stemmen tegen één. »

XXV. — Wanneer de verdachte werd vrijgesproken in eersten aanleg, beveelt het vonnis zijne onmiddellijke invrijheidstelling.

» Ingeval een bevel tot aanhouding is uitgevaardigd, kan, na de beschrijving der uiterlijke kentekens van den beschuldigde of van den verdachte, nadat hij is gefotografeerd, nadat hij werd onderworpen aan eene anthropometrische opname en zijne vingerafdrukken werden genomen, de rechter van instructie hem voorloopig in vrijheid stellen, onder verplichting dat hij voor den rechter of voor eenig anderen rechterlijken ambtenaar, die hem wordt aangewezen, verschijnt op den dag en het uur, hem daartoe door den rechter van

ipso facto privé du bénéfice de la présente disposition.

» Lorsqu'il y aura lieu à détention préventive, le dossier de l'instruction sera communiqué au conseil du prévenu par la voie du greffe, pendant vingt-quatre heures, au plus tard quinze jours à partir de la date de l'arrestation. »

instructie bepaald, en zelfs, bij voor komend geval, tweemaal daags ; indien, zonder wettige reden, de verdachte niet verschijnt, wordt hij *ipso facto* beroofd van het voordeel dezer bepaling.

» Wanneer er reden bestaat tot voorloopige hechtenis, worden de stukken van het onderzoek, langs den weg der griffie, aan den raadsman van den verdachte medege-deeld, gedurende vier en twintig uren, uiterlijk na vijftien dagen te rekenen van den dag der aanhouding. »

Ferd. FLÉCHET,
A. MECHÉLYNCK,
E. ROYER,
Maurice FERON,
Georges LORAND.

(1)

(Nr 95.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JANUARI 1914.

Wetsvoorstel waarbij sommige artikelen van het Wetboek van Strafvordering van 27 November 1808, van de wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden en van de wet van 20 April 1874 op de voorloopige hechtenis worden gewijzigd.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Te zamen met enkele onzer medeleden heb ik opnieuw ingediend het wetsvoorstel waarbij sommige artikelen van het Wetboek van Strafvordering van 27 November 1808, van de wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden en van de wet van 20 April 1874 op de voorloopige hechtenis worden gewijzigd.

Dit voorstel werd vroeger opgemaakt en ingediend door wijlen ons medelid, den heer Paul Janson; het verviel echter ten gevolge van de ontbinding der Kamers in 1912.

Wij houden ons overtuigd dat het overnemen van de Toelichting van dit voorstel, door den heer Paul Janson zelf geschreven, de indiening daarvan het best zal wettigen.

FERDINAND FLÉCHET.

TOELICHTING DOOR DEN HEER JANSON.

MIJNE HEEREN,

Toen het Nationaal Congres op meesterlijke wijze de regelen had bepaald van het nieuw regeeringsstelsel, dat het de eer had in 't leven te roepen, beval het wijselijk de herziening van de wetboeken.

Ongelukkig bleef dit werk tot hiertoe grootendeels on vervuld. Alleen het Strafwetboek werd herzien; door middel van afzonderlijke wetten werden ook zekere gedeelten van het Wetboek van Strafvordering herzien, als daar zijn : de wet op de verzachtende omstandigheden, de wet op de voorloopige hechtenis, de wet op de regelen betreffende het uitoefenen van de openbare en van de civiele actie. Doch uit de ervaring is gebleken, dat nog andere bepalingen van ditzelfde wetboek grondige wijziging vragen.

Met den heer Hymans had ik de eer voor te stellen een ontwerp van wet op het geheimhouden van het voorloopig onderzoek, ontwerp strekkend om gewichtige nieuwheden op dit gebied in te voeren.

Jammer genoeg, over dit ontwerp is tot hiertoe niet eens verslag uitgebracht.

Het nieuw ontwerp, door den heer Royer en mij ingediend, betreft het onderzoek, ter rechtszitting, in strafzaken : het heeft ten doel, hierin onderscheidene wijzigingen te brengen, die gemakkelijk kunnen gewettigd worden.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 strekt om aan elken beschuldigde kosteloos te doen afleveren de stukken die zijn vermeld in artikel 505.

Men ziet niet in waarom bedoelde bepaling, welke dient te worden gewijzigd, is opgevat in beperkende bewoordingen, wat niet te rechtvaardigen is.

Zijn er meerdere beschuldigten, dan wordt hun en hunnen verdedigers het onderzoek van de processtukken moeilijk gemaakt, doordien er niet meer dan één exemplaar van bestaat, voor de gezamenlijke verdediging.

Deze bepaling berust op zuinigheidsredenen, welke niet gebillijkt schijnen en des te minder zijn aan te nemen, daar men door middel van de schrijfmachine, met geringe kosten, menigvuldige afschriften kan hebben.

ART. 2.

De bepaling van artikel 502, waarbij de wrakingen worden beperkt wanneer er meerdere beschuldigten zijn en wordt beslist dat het getal wrakingen hetzelfde blijft, hetzij er één of meerdere beschuldigten zijn,

belemmert het recht van wraking en deze belemmering is niet te verklaren.

Het schijnt billijk, het getal wrakingen te vermeerderen, indien er meerdere beschuldigten zijn, en wel binnen de grenzen, door ons wetsontwerp bepaald.

ART. 3.

Artikel 3 is eene aanvulling van artikel 270, derwijze dat op de magistraten wordt toegepast een regel die onveranderlijk geldt voor de gezworenen.

Dezen dienen hun oordeel voor te behouden tot na afloop van de debatten; komen zij hieraan te kort, dan mogen zij niet blijven zitten in de hun onderworpen zaak.

Het is redematig denzelfden maatregel toe te passen op de magistraten bij het Hof, te meer daar, uit hoofde van het gezag, aan hun ambt, aan hun woord verbonden, de uiting van hun gevoelen, tijdens de debatten, niet alleen voorbarig, maar ook van aard is om invloed te oefenen op de jury en een aanzienlijken indruk op hare overtuiging.

ART. 4.

Artikel 4 strekt om weg te nemen de bezwaren die aan de akte van beschuldiging zijn verbonden.

Trouwens, bijna altijd is deze akte een requisitorium bij voorbaat; voor gewichtige zaken is het een gebruik geworden, de akte van beschuldiging in druk te geven en aan de jury rond te deelen.

De verdediging moet wachten op de mondelinge debatten alvorens er te kunnen op antwoorden; bijgevolg kan vooral de gedrukte akte van beschuldiging de rechten der verdediging schaden en *a priori* in den geest der juryleden ongunstig vóóroordeel ten aanzien van den beschuldigde doen ontstaan.

Evenwel achten wij het noodig, eene uitzondering te maken op den door ons aanbevolen maatregel, en wel wanneer de zaak zou gepaard gaan met aanzienlijk ingewikkelde feiten, zoo bijvoorbeeld als het te doen is om rechtsvervolging wegens financiële verrichtingen, als misdadig beschouwd.

In zulk geval is het nuttig, dat door een debat op tegenspraak de feiten en bijzonderheden van de rechtsvervolging worden verduidelijkt, de aangeklaagde feiten nauwkeurig worden uiteengezet.

Na de verdediging en het openbaar ministerie te hebben gehoord, komt het den voorzitter toe, te beslissen of eene akte van beschuldiging moet worden opgesteld en gedrukt.

Is tot dezen maatregel besloten, dan dienen én openbaar ministerie én verdediger op volstrekt gelijken voet te worden behandeld; bijgevolg, indien de akte van beschuldiging wordt medegedeeld aan de jury, is het noodig dat de verdediger ook eene memorie van antwoord kunne overhandigen aan de jury en aan de leden van het Hof.

ART. 5.

Dit artikel vergt geene toelichting. Het strekt enkel om te verhinderen dat het openbaar ministerie — wat blijkbaar een misbruik is, onder voor-

wensel dat de zaak moet uiteengezet worden — vooraf een requisitorium kunne uitspreken, waarop de verdediging niet mag antwoorden.

ART. 6.

De ervaring leert dat de ondervraging van den beschuldigde door den voorzitter van het Assisenhof dikwijls aanleiding gaf tot misbruiken, welke ons artikel 6 wil doen ophouden.

Deze ondervraging, zooals zij thans geschiedt, is daarenboven door geen tekst hoegenaamd bevolen; wij willen een eind maken aan een rechterlijk gebruik, door geen enkelen wetstekst geoorloofd.

Dit gebruik is des te meer te betreuren, daar het vaststaat dat de verdediging zich niet mag bemoeien met deze ondervraging, al ware het zelfs om een feit terecht te wijzen of om aan te toonen dat de vragen van den voorzitter niet in verband staan met de zaak en bijgevolg achterwege moeten blijven.

ART. 7.

In artikel 7 wordt voorgesteld de intrekking van artikel 511 van het Wetboek van Strafvordering, waartegen de Balie meermaals, en met reden, is opgekomen.

De eed, door de advocaten afgelegd, waarborgt ten overvloede dat zij de verdediging zullen voordragen zonder te kort te komen aan de regelen van hun beroep en aan de daardoor vereischte waardigheid.

De voorafgaande waarschuwing welke de voorzitter hun moet geven, — wat hij, denk ik te mogen beweren, met tegenzin doet, — heeft geene reden van zijn. Bijgevolg vragen wij, dat zij niet worde behouden.

ART. 8.

De rechter van instructie is geen eigenlijke getuige; van de zaak weet hij niets af als de stoffelijke feiten welke hij kon vaststellen; daarom ook is het niet te begrijpen dat, zooals het zich vaak voordoet, hij, de eerste gehoord zijnde, eene algemeene verklaring mag afleggen, welke maar al te dikwijls kan worden genoemd een requisitorium vóór den daartoe bepaalden tijd.

Hoe onpartijdig de rechter van instructie ook moge wezen, zijne verklaringen, buiten de stoffelijke feiten, hebben steeds eene vaste strekking, wat geen verwondering kan baren, vermits hij, deel uitmakende van de Raadkamer, vooraf een oordeel heeft geveld over de strafbaarheid van den beschuldigde.

Nochtans behoort de rechter van instructie te worden gehoord als getuige over de door hem zelf waargenomen stoffelijke feiten en, wanneer, wat zich soms voordoet, de nauwkeurigheid of de opvatting van zijne processen-verbaal aanleiding gaven tot betwisting, past het dat hij worde gehoord over het betwiste punt.

ART. 9.

Dit artikel strekt om aan de verdediging te waarborgen het recht, op Staatskosten, getuigen ter ontlasting op te roepen. Volgaarne erkennen wij dat, over 't algemeen, dit recht is aangenomen in de rechterlijke practijk.

ART. 10.

Artikel 10 geeft het openbaar ministerie en de verdediging het recht, voor het Hof personen op te roepen die uit hoofde van de omstandigheden, opgegeven in artikel 522 van het Wetboek van Strafvordering, slechts bij wijze van inlichting mogen gehoord worden.

Thans kan dit slechts geschieden krachtens de discretionnaire macht van den voorzitter of, onrechtstreeks, door toedoen van den rechter van instructie, die zell getuigenis aflegt over de verklaringen, hem tot inlichting verstrekt.

Het schijnt dat de discretionnaire macht van den voorzitter in deze dient te worden vervangen door eene uitdrukkelijke bepaling, zooals wij ze voorstellen, en die overeenkomt met het beginsel van mondelinge debatten.

ART. 11.

Over het aannemen van verzachtende omstandigheden wordt thans door het Hof uitspraak gedaan. Vaak heeft het Hof die afgewezen, ofschoon de gezworenen er van overtuigd waren dat ze zouden aangenomen worden.

De jury, die de zaak in al hare omstandigheden grondig kent, is onbetwistbaar bevoegd om te oordeelen over de verzachtende omstandigheden en, wegens die omstandigheden, de beteugeling te houden binnen de palen van eene goede rechtsbedeeling.

ART. 12.

Naar luid van artikel 12 worden de vragen, aan de jury gesteld, gedrukt en rondgedeeld vóór het sluiten der debatten, met uitzondering van die gesteld als voortvloeiende uit de debatten.

De vragen, aan de gezworenen onderworpen, zijn uiterst gewichtig en soms kunnen zij, onverwachts tegenover deze vragen staande, den zin noch de strekking daarvan vatten.

De vragen behooren niet aan de jury te worden onderworpen op het laatste oogenblik; de jury moet in staat zijn, die te onderzoeken voordat de debatten zijn gesloten; bij voorkomend geval, dient zij opheldering te kunnen vragen over den zin en de strekking van die vragen.

Door het tweede lid van ons artikel 12, mogen de voorzitter, uit krachte van zijn ambt, het openbaar ministerie en de verdediging altijd verzoeken dat er vervangende vragen worden gesteld als voortvloeiende uit het debat.

Thans heeft alleen de voorzitter dit recht, krachtens zijne discretionnaire macht.

Wij denken dat, in deze, die discretionnaire macht behoort te worden vervangen door het recht dat wij toekennen aan den voorzitter, aan het openbaar ministerie en aan de verdediging; wanneer eene zaak voor het Hof van Assisen is gebracht en aanleiding geeft tot langdurige debatten, is het redelijk dat zij niet aanleiding geeft tot een later debat voor eene andere rechtsmacht, uit hoofde van vervangende telastleggingen.

Het is redematig dat deze vervangende beschuldiging, zoo zij mogelijk is, onderzocht en berecht wordt door de jury.

Zoodoende bespaart men het gerecht tijdverlies, alsmede het schouwspel van eene nieuwe rechtsvervolgung tegen een beschuldigde, vrijgesproken wegens het hoofdfeit en die, wegens eene vervangende betichting, moet verschijnen voor eene andere rechtsmacht.

Dit artikel 12 moet worden overeengebracht met artikel 15 en met den tekst welken het toevoegt aan artikel 368 van het Wetboek van Strafvordering.

ART. 15.

Artikel 561 van het Wetboek van Strafvordering heeft hoofdzakelijk ten doel, de jury in te lichten over den zin en de strekking van de haar gestelde vragen.

Het woord «schuldig», voorkomend in de vragen, is veelzijdig, doelend én op de stoffelijkheid van het feit én op de toerekenbaarheid daarvan.

Dit woord, weinig duidelijk op zich zelf, dient goed te worden begrepen door de jury; bijgevolg moet de zin daarvan haar duidelijk worden uitgelegd.

Wordt eene oorzaak tot rechtvaardiging ingeroepen, als bij voorbeeld waanzin of zelfverdediging, dan moet, volgens de rechtsleer en de rechtspraak, een ontkennend antwoord worden uitgebracht; doch deze is niet in het bereik van personen vreemd aan de rechtswetenschap, en vermits dit het geval is met de gezworenen, behoort de uitdrukking «schuldig» hun te worden uitgelegd, moeten zij weten wat de twee hoofdvereischen zijn voor een bevestigend antwoord op de eenige hun gestelde vraag.

ART. 14.

Volgens dit artikel vervalt een verbod dat, in de practijk, nog weinig of niet in gebruik is, namelijk de bepaling welke aan de gezworenen ontzegt, zich te bekrennen om de mogelijke gevolgen van hunne uitspraak.

Deze gevolgen dienen zij juist en duidelijk te kennen.

't Is een waarborg voor eene degelijke en billijke beteugeling, indien de beschuldigde schuldig wordt verklaard.

Men moge al of niet den gezworenen verbieden zich in te laten met de gevolgen van hunne uitspraak, toch zijn zij noodzakelijk geneigd deze gevolgen te wikken en te wegen; ook werkt de mogelijkheid van die gevolgen vaak beslissend op hunne uitspraak.

Zoo komt het, dat zij, uit vrees voor eene al te zware veroordeeling, een ontkennend verdict uitbrengen, ofschoon, konden ze met kennis van zaken beslissen over de gevolgen van hunne uitspraak en bijdragen tot de

toepassing van de straf, hunne uitspraak eene gansch andere zou geweest zijn.

ART. 15.

Reeds vroeger hebben wij de reden van deze bepaling opgegeven : zij strekt om, ingeval van vrijspraak, eene vervangende rechtsvervolgung voor eene andere rechtsmacht te verhinderen.

ART. 16.

Heeft de jury, tijdens hare beraadslaging, inlichtingen noodig om eene beredeneerde, rijpelijk overwogen beslissing te nemen, dan is het redelijk dat zij daarover kunne onderhandelen met den voorzitter van het Hof, met het openbaar ministerie en met de verdediging, die haar alle nuttig geoordeelde uitlegging zullen geven.

ART. 17.

Dit artikel bevat eene nieuwe toepassing van het reeds door ons uiteengezette beginsel in zake van verzachtende omstandigheden.

De jury niet veroorloven met het Hof te beraadslagen over de toepassing van de straf, levert groote bezwaren op, want deze gezamenlijke beraadslaging waarborgt dat de straf zal worden toegepast met inachtneming van al de omstandigheden, aan den dag gebracht in den loop der debatten ; dat zij overdreven noch ontoereikend zal zijn ; dat, zoodoende, eene goede en wijze beteugeling volkomen is verzekerd.

ART. 18.

In het bedoeld bijzonder geval wordt door dit artikel aan het Hof opgedragen de macht om te bevelen dat de beschuldigde zal worden opgesloten, indien uit de debatten blijkt dat hij werd vrijgesproken omdat hij lijdend is aan waanzin.

Werd de beschuldigde waanzinnig bevonden en uit dien hoofde ontslagen van de tegen hem ingebrachte beschuldiging, dan mag men, in 't belang van de openbare veiligheid, eischen dat hij onmiddellijk in een geneeskundig gesticht worde opgenomen.

Deze bepaling schijnt des te noodzakelijker, daar de jury soms kan aarzelen om waanzin aan te nemen, uit vrees dat hare uitspraak de openbare veiligheid zou kunnen schaden ; dan ziet men dit hoogst jammerlijk schouwspel, dat een ongelukkige wordt opgesloten in eene celgevangenis, ofschoon hij eigenlijk niets anders is dan een deerniswaardige zieke, niet thuisbehoorende in de gevangenis, maar wel in een krankzinnigengesticht.

ART. 19 en 20.

De artikelen 19 en 20 strekken om terug te komen tot het grondwettelijk beginsel, volgens hetwelk de jury is ingesteld voor lijfstraffelijke zaken.

Onnoodig hier te herinneren om welke ernstige en zwaarwichtige redenen artikel 98 der Grondwet werd gestemd.

Door de wet op de verzachtende omstandigheden is van dit hoofdzakelijk beginsel onzer Grondwet afgeweken op eene wijze welke wij betreuenswaardig achten en die, in de practijk, aanleiding gaf tot onbetwistbare misbruiken.

Meermaals worden naar de boetstraffelijke rechtbanken, uit hoofde van de omstandigheden, zaken verwezen welke, doordien het lijfstraffelijke zaken zijn, den beschuldigde de rechtsmacht van de jury moesten waarborgen.

De keus, door het ontwerp verleend aan den beschuldigde, zal dezen veroorloven de rechtsmacht van de jury te eischen, telkens als het hem ten laste gelegde feit « misdad » wordt geheeten.

ART. 21.

Het doel van dit artikel is, een blijkbaar misbruik uit te roeien. 't Gebeurt dat de verdachte naar de boetstraffelijke rechtbank wordt verwezen en dat deze rechtsmacht onbevoegd is, dewijl het hem ten laste gelegde feit een drukpersdelict of een politiek misdrijf uitmaakt. In soortgelijk geval matigen de rechtbanken zich het recht aan, het incident en te gelijker tijd den grond der zaak te behandelen, ofschoon, in burgerlijke zaken, de tegenwerping berustend op onbevoegdheid eischt, dat er over het punt van bevoegdheid een afzonderlijk vonnis wordt geveld voordat uitspraak wordt gedaan over den grond der zaak.

Het schijnt redelijk, dezen regel insgelijks toe te passen in strafzaken; het levert groot bezwaar op, dat een verdachte kan worden veroordeeld door den rechter, die later zal inzien dat hij onbevoegd was of wiens onbevoegdheid ten slotte wordt erkend door de hoogere rechtsmacht.

Wij denken overigens, dat de tegenwerping berustend op onbevoegdheid, dewijl het een drukpersdelict of een politiek misdrijf geldt, niet aan de rechtbank, maar wel aan de jury zelve behoort te worden onderworpen, en wij behouden ons voor om in dezen zin een amendement in te dienen.

ART. 22 en 23.

De artikelen 22 en 23 hebben ten doel, de strafrechtspleging in hooger beroep te hervormen.

Thans heeft het Hof van Beroep het recht, de in eersten aanleg gehoorde getuigen niet te onderhooren; dit recht is des te meer af te keuren, daar van de getuigenissen in eersten aanleg slechts een steeds onvolledig korte inhoud wordt gegeven, zooals deze door den griffier is opgeteekend op het audientieblad, later nagezien door den voorzitter der rechtbank.

Hoeveel ijver en vernuft de griffiers ook aan den dag leggen, snelschrijvers zijn ze niet; het audientieblad geeft niet de volledige getuigenissen weer en steltig nooit den indruk, verwekt door het hooren van den getuige zelf.

Dit heeft tot gevolg dat de rechter in hooger beroep, die beter moet ingelicht zijn dan de eerste rechter, vaak vonnist onder blijkbaar minder geschikte omstandigheden; vaak staat hij tegenover een dikwijls onbeduidend, onvolmaakt kort overzicht van het onderzoek in eersten aanleg, zoodat hij gevaar loopt niet te kunnen uitspraak doen met volle kennis van zaken.

Anderdeels, en in het meerendeel der gevallen, wanneer het verslag, voor het Hof van Beroep uitgebracht, bestaat in het aflezen van de processtukken, gediend hebbende in eersten aanleg, schijnt het ons noodzakelijk, duidelijk te verklaren wat de aard van dit verslag moet zijn.

Het mag niet bestaan in het eenvoudig aflezen van de stukken; volgens ons, dient het ook te bevatten de korte, onpartijdige opsomming van de lasten, tegen den verdachte ingebracht, en van zijne middelen tot verdediging, met vermelding van de daarop doelende stukken, zonder dat het noodig is daarvan lezing te houden; nochtans moet deze lezing plaats hebben, indien de beschuldigde of het openbaar ministerie vraagt dat er lezing worde gehouden van enkele dezer stukken.

Overigens zal het hooren van nieuwe getuigen, wordt het geëischt door het openbaar ministerie, noodzakelijk de taak van den rechter-verslaggever verkorten.

ART. 23.

Dit artikel strekt insgelijks om meer doelmatig eerbied af te dwingen voor de grondwetsbepaling, naar luid van welke de gerechtelijke beslissingen moeten zijn omkleed met redenen.

Het alledaagsche formulier, al te vaak gebruikt : « Aangezien de betichting voldoende is bewezen » schijnt ons toe niet te beantwoorden aan den geest of aan den tekst der Grondwet.

In strafzaken behoort de rechter de redenen van zijne beslissing kortbondig op te sommen. Dit is blijkbaar een van de kostbaarste waarborgen voor goede rechtsbedeeling in strafzaken.

ART. 24.

Sinds het is aangenomen dat, in strafzaken, het Hof van Beroep geregeld bestaat uit drie raadsheeren, in stede van vijf, kan het gebeuren dat de in eersten aanleg vrijgesproken beschuldigde in hooger beroep worde veroordeeld door de drie raadsleden, zoo zij het eens zijn.

In dergelijk geval hebben echter drie stemmen veroordeeld en drie vrijgesproken, wat noodzakelijk twijfel in zich besluit.

Ook stellen wij voor, dat het vonnis vermeldde of de verdachte werd vrijgesproken bij eenparigheid van stemmen of met twee stemmen tegen één; dat, ingeval hij eenparig is vrijgesproken, het Hof zou samengesteld zijn uit vijf raadsheeren, en dat, in beroep, eene veroordeeling slechts bij meerderheid van vier stemmen tegen één mag worden uitgesproken.

ART. 25.

Aan dit artikel hechten wij een gansch bijzonder belang, daar het bedoelt in te gaan tegen erge misbruiken, in zake van voorloopige hechtenis ingeslopen.

Deze voorafgaande straf mag slechts met veel voorbehoud, met groote omzigtigheid worden toegepast, te meer daar, de onschuldig bevonden verdachte vrijgesproken zijnde, deze niet het minste recht op schadevergoeding heeft.

Voorzeker zijn de gebreken van het vroeger stelsel in zekere mate ver-

zacht door de tegenwoordige wet op de voorloopige hechtenis, doch op verre na heeft deze wet niet het doel bereikt, dat de wetgever zich voorstelde.

In vele beslissingen worden opgesomd zoogezegd zware en uitzonderlijke omstandigheden, die vaak niets anders schijnen als gewoonlijk gebruikte vermeldingen, zonder overeen te komen met de werkelijkheid.

Daarenboven mag worden gezegd, dat het, uit hoofde van de talrijke uitleveringstractaten, schier onmogelijk is dat personen, verdacht van misdaden of zware wanbedrijven, aan de straf ontkomen, zooals mogelijk was toen er geene uitleveringstractaten bestonden.

Eindelijk, thans beschikt de wetenschap over ernstige, doelmatige middelen om personen, beschuldigd van misdaden of zware wanbedrijven, te vinden overal waar zij zich ophouden.

Men kan ze photographceeren, wat vroeger onmogelijk was, hunne lichaamsdeelen afmeten, hunne vingerafdrukken opnemen, in zooverre dat hunne persoonsgelijkheid gemakkelijk is te bepalen en zij door de vlucht niet aan de straf ontkomen, doch veeleer naar het land worden teruggevoerd ten gevolge van een verzoek om uitlevering.

Onze tekst wil invoeren *voorloopige hechtenis ten huize*.

In plaats van te worden opgesloten als ware hij reeds schuldig bevonden, onttrokken aan zijn gezin en aan zijne zaken, wat hem veel schade kan berokkenen, zal de verdachte als 't ware te zijner tijd worden opgehouden, verplicht blijk te geven van zijne aanwezigheid aldaar en wel op de wijze en de uren, daartoe door den rechter van instructie bepaald.

Aldus blijft hij ter beschikking van het gerecht, juist als ware hij opgesloten, doch zonder voorafgaande gevangenzitting die, op den duur, noodeloos kan worden bevonden.

Wij houden ons overtuigd dat het door ons aanbevolen stelsel een einde zal maken aan misbruiken, meermaals en terecht door de dagbladen aangeklaagd.

Onder deze misbruiken zijn er twee, in artikel 25 inzonderheid aangeduid; de wet op de voorloopige hechtenis laat toe dat een verdachte, in eersten aanleg vrijgesproken, in hechtenis wordt gehouden.

Niemand kan ontkennen dat, zoo hij is vrijgesproken in eersten aanleg, er voor hem een ernstig vermoeden van onschuld bestaat; derhalve is langere opsluiting in dit geval niet te rechtvaardigen.

Diezelfde wet machtigt den beklaagde zich te doen bijstaan door zijn raad, wanneer uitspraak wordt gedaan over zijne voorloopige hechtenis; doch de toestand, waarin de raadsman verkeert, is waarlijk zonderling: hij kent niet de processtukken, want ze blijven geheim... voor hem, terwijl het openbaar ministerie en de rechter van instructie die tot in hunne minste bijzonderheden kennen.

Dit zoo zijnde, is de bijstand van den raad nagenoeg denkbeeldig; ook is de toestand, waarin men hem plaatst, geenszins in overeenstemming met de rechten der verdediging.

Daarom is het noodig het bestaande stelsel te wijzigen in den zin van de voorgestelde bepaling; deze zal gelijkheid teweegbrengen tusschen het openbaar ministerie en de verdediging.

PAUL JANSON.

PROPOSITION DE LOI

modifiant certains articles du Code d'instruction criminelle du 27 novembre 1808, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, et de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.

I. — Supprimer l'article 305, paragraphe 2 du Code d'instruction criminelle et le remplacer par la disposition suivante : « Chaque accusé recevra, quinze jours avant l'ouverture des débats, signification de l'arrêt de renvoi, des dépositions des témoins et des procès-verbaux contenant les déclarations de ceux-ci, des expertises, procès-verbaux de saisies ou visites domiciliaires et des interrogatoires. »

II. — Insérer après l'article 402 du Code d'instruction criminelle, la disposition suivante : « Lorsqu'il y aura plusieurs accusés, le nombre de jurés appelés à faire partie du jury de jugement sera majoré de deux par accusé, de manière que, outre le nombre de récusations que les accusés sont autorisés à faire suivant l'article 402, chaque accusé ait un droit personnel à deux récusations. »

III. — Ajouter à l'article 270 du Code d'instruction criminelle : « Le Président et les magistrats de la Cour devront s'abstenir de montrer quelle est leur opinion sur l'affaire. »

WETSVOORSTEL

waarbij sommige artikelen van het Wetboek van Strafvordering van 27 November 1808, van de wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden en van de wet van 20 April 1874 op de voorloopige hechtenis worden gewijzigd.

I. — Artikel 305, § 2, van het Wetboek van Strafvordering te doen wegvallen en het te vervangen door de volgende bepaling : « Aan elken beschuldigde worden, vijftien dagen vóór de opening der debatten, betekend het arrest van verwijzing, het verhoor der getuigen en de processen-verbaal behelzende dezer verklaringen, de opnemingen door deskundigen, de processen-verbaal van inbeslagneming of huiszoeking en van de ondervragingen. »

II. — Na artikel 402 van het Wetboek van Strafvordering, de volgende bepaling in te lasschen : « Wanneer er meerdere beschuldigten zijn, wordt het getal gezworenen, geroepen deel uit te maken van de jury die uitspraak moet doen, vermeerderd met twee per beschuldigde, derwijze dat, boven 't getal wrakingen waartoe de beschuldigten zijn gemachtigd ingevolge artikel 402, elke beschuldigde persoonlijk recht heeft op twee wrakingen. »

III. — Toe te voegen aan artikel 270 van het Wetboek van Strafvordering : « De voorzitter en de leden van het Hof moeten zich onthouden hunne meening omtrent de zaak te doen blijken. »

» Dans le cas où ils manifesteraient leur opinion, l'affaire devrait être renvoyée à une autre session, si l'accusé le demande, et ce à peine de nullité. »

IV. — Supprimer le paragraphe 1^{er} de l'article 241 du Code d'instruction criminelle et le remplacer par la disposition suivante :

« A la suite de l'arrêt de renvoi, il ne pourra être rédigé d'acte d'accusation, à moins que l'affaire ne présente une complication de faits considérable, auquel cas il pourra être rédigé un acte d'accusation sommaire.

» Huit jours avant l'ouverture des débats, le Président, après avoir entendu la défense et le ministère public, décidera s'il y a lieu de rédiger un acte d'accusation.

» Lorsqu'il sera décidé de rédiger un acte d'accusation, celui-ci exposera : (reproduire ici les paragraphes 2 et 5 de l'article 241).

» Quand il sera lu un acte d'accusation, la défense aura le droit de lire immédiatement après un acte de défense, qui exposera sommairement le système de défense de l'accusé, les circonstances qui tendent à établir son innocence, à justifier, à atténuer, ou à excuser son acte.

» S'il est décidé que l'acte d'accusation sera remis au jury, la défense aura le droit, après la lecture de l'acte d'accusation, de remettre au jury et à la Cour un mémoire en réponse. »

V. — Ajouter à l'article 315 du Code d'instruction criminelle un paragraphe 6, ainsi conçu : « Si le procureur général, usant du droit

» Voor't geval zij hunne meening deden kennen, zou de zaak moeten worden verwezen naar een anderen zitting, indien de beschuldigde het vraagt, en wel op straffe van nietigheid. »

IV. — Paragraaf 1 van artikel 241 van het Wetboek van Strafvordering te doen wegvallen en te vervangen door de volgende bepaling :

« Op het arrest van verwijzing mag geene akte van beschuldiging volgen, tenzij de zaak hoogst ingewikkelde feiten bevatte; in dit geval kan eene beknopte akte van beschuldiging worden opgesteld.

» Acht dagen vóór de opening der debatten, verklaart de voorzitter, na de verdediging en het openbaar ministerie te hebben gehoord, of er reden bestaat eene akte van beschuldiging op te stellen.

» Is het besloten eene akte van beschuldiging op te stellen, dan zet deze uiteen : (hier de paragrafen 2 en 5 van artikel 241 op te nemen).

» Wordt eene akte van beschuldiging voorgelezen, dan heeft de verdediging het recht, onmiddellijk daarna eene akte van verdediging voor te lezen, waarin beknopt worden uiteengezet het verdedigingsstelsel van den beschuldigde, de omstandigheden strekkende tot het bewijzen zijner onschuld, tot het rechtvaardigen, verzachten of verschoonen zijner daad.

» Is het besloten, dat de akte van beschuldiging zal worden afgegeven aan de jury, dan heeft de verdediging het recht, na voorlezing van de akte van beschuldiging, eene memorie van antwoord af te geven aan de jury en aan het Hof. »

V. — Aan artikel 315 van het Wetboek van Strafvordering eene 6^e paragraaf toe te voegen, luidende : « Indien de procureur-generaal,

que lui confère le paragraphe premier, expose le sujet de l'accusation, il devra se borner à préciser les faits dont le jury est appelé à connaître et les circonstances qui s'y rattachent, sans entrer dans l'examen et le développement des charges qu'il a relevées contre l'accusé. »

VI. — Ajouter après l'article 310 du Code d'instruction criminelle :

« L'interrogatoire de l'accusé sur les faits de la cause et sous réserve de l'article 319, paragraphe 3, est supprimé, à peine de nullité. »

VII. — Supprimer l'article 311 du Code d'instruction criminelle.

VIII. — Ajouter à l'article 317 du Code d'instruction criminelle ce qui suit :

« Le juge d'instruction ne pourra être entendu comme témoin que sur les faits matériels qu'il aurait constatés; il ne sera pas reçu à déposer au sujet des dépositions et des interrogatoires qu'il a actés, sauf dans le cas où l'accusé ou le ministère public contesteraient l'exactitude de ces procès-verbaux ou en discuteraient la portée et seulement sur le point contesté; cette disposition est applicable en toute matière répressive. »

IX. — Ajouter après l'article 304 du Code d'instruction criminelle :

« Cinq jours avant l'ouverture des débats, l'accusé ou son conseil indiqueront au ministère public les noms, prénoms, professions et

gebruik makende van het recht hem door paragraaf 1 toegekend, de beschuldiging uiteenzet, moet hij zich bepalen tot het juist opgeven van de feiten waarover de jury geroepen is uitspraak te doen, alsmede van de omstandigheden die daarop betrekking hebben, zonder over te gaan tot het onderzoek en de toelichting van de bezwaren die hij tegen den beschuldigde heeft gevonden. »

VI. — Na artikel 310 van het Wetboek van Strafvordering toe te voegen :

« De ondervraging van den beschuldigde over de feiten der zaak en onder voorbehoud van artikel 319, § 3, wordt afgeschaft, op straffe van nietigheid. »

VII. — Artikel 311 van het Wetboek van Strafvordering te doen wegvallen.

VIII. — Aan artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering het volgende toe te voegen :

« De rechter van instructie mag alleen worden gehoord, als getuige, over de feiten van stoffelijken aard welke hij zou hebben vastgesteld; hij mag geen getuigenis afleggen over verklaringen en ondervragingen die hij heeft opgeteekend, behalve in het geval dat de beschuldigde of het openbaar ministerie de juistheid dier processen-verbaal mochten bestrijden of daarvan de betekenis betwisten, en enkel over het betwiste punt; deze bepaling is van toepassing in elke strafzaak. »

IX. — Na artikel 304 van het Wetboek van Strafvordering toe te voegen :

« Vijf dagen vóór de opening der debatten, doen de beschuldigde of zijn raadsman aan het openbaar ministerie kennen de namen, de

adresses des témoins à décharge qu'ils désirent faire entendre.

« Ceux-ci seront assignés à la requête du ministère public et aux frais de l'État. Cette disposition est applicable en toute matière répressive. »

X. — Ajouter à l'article 322 du Code d'instruction criminelle le paragraphe suivant :

« Lorsque les personnes dont il est question à l'article 322 du Code d'instruction criminelle, auront été entendues dans l'instruction à titre de renseignement, elles seront appelées au même titre à faire leurs déclarations devant la Cour d'assise, si le ministère public ou la défense requièrent leur audition.

XI. — Ajouter après l'article 310 du Code d'instruction criminelle :

« En Cour d'assises, il sera posé au jury une question sur les circonstances atténuantes ; le bénéfice en sera acquis à l'accusé, si la décision est rendue au moins par parité de voix. »

XII. — Insérer après l'article 336 du Code d'instruction criminelle :

« Les questions seront imprimées et distribuées au jury et aux membres de la Cour avant la clôture des débats, à l'exception de celles qui seraient posées comme résultant des débats.

» Le président d'office, le ministère public et la défense pourront toujours demander de poser des questions subsidiaires comme résultant du débat. »

XIII. — Insérer avant l'article 341 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Après avoir posé les questions,

voornamen, het bedrijf en het adres van de getuigen ter ontlasting welke zij verlangen te doen hooren.

» De getuigen worden gedagvaard op verzoek van het openbaar ministerie en op kosten van den Staat. Deze bepaling is van toepassing in elke strafzaak. »

X. — Aan artikel 322 van het Wetboek van Strafvordering de volgende paragraaf toe te voegen :

« Wanneer de personen, waarvan sprake is in artikel 322 van het Wetboek van Strafvordering, werden gehoord tot inlichting, worden zij geroepen als zoodanig hunne verklaringen voor het Assisenhof af te leggen, indien het openbaar ministerie of de verdediging eischen dat ze gehoord worden. »

XI. — Na artikel 310 van het Wetboek van Strafvordering toe te voegen :

« Voor het Assisenhof wordt aan de jury eene vraag gesteld over de verzachtende omstandigheden ; het voordeel daarvan komt ten goede aan den beschuldigde, indien de beslissing wordt genomen ten minste bij staking van stemmen. »

XII. — Na artikel 336 van het Wetboek van Strafvordering in te lassen :

« De vragen worden gedrukt en rondgedeeld aan de jury en aan de leden van het Hof vóór het sluiten der debatten, met uitzondering van die gesteld als voortvloeiende uit de debatten. »

« De voorzitter, uit krachte van zijn ambt, het openbaar ministerie en de verdediging mogen altijd verzoeken dat er vervangende vragen worden gesteld als voortvloeiende uit het debat. »

XIII. — Vóór artikel 341 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling in te voegen :

« Na de vragen te hebben gesteld,

le président de la Cour d'assises expliquera au jury le sens et la portée des questions; il leur expliquera spécialement la portée complexe du mot « coupable » en faisant ressortir qu'il implique à la fois la matérialité du fait et son imputabilité.

« Si une cause de justification a été invoquée par l'accusé, le président y attirera spécialement l'attention du jury, et lui expliquera que s'il admet cette cause de justification, sa réponse doit être négative. »

XIV. — Ajouter à l'article 335 du Code d'instruction criminelle, après le paragraphe 5 :

« Le ministère public et la défense sont autorisés à expliquer au jury les conséquences éventuelles de la déclaration de culpabilité » et supprimer la partie finale de l'article 342 à partir des mots : « et ils manquent à leur premier devoir. »

XV. — Introduire après l'article 358 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Si l'accusé est acquitté, il ne pourra pas être poursuivi ultérieurement du chef d'une prévention subsidiaire à celle qui a motivé son renvoi en Cour d'assises. »

XVI. — Ajouter à l'article 345 du Code d'instruction criminelle, après le paragraphe 2, un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Si, au cours de sa délibération, le jury fait appeler le président des assises, le ministère public et la défense assisteront à l'entrevue du président avec le jury et pourront, de leur côté, donner au jury telles

legt de voorzitter van het Assisenhof den zin en de beteekenis van de vragen uit aan de jury; hij legt aan deze inzonderheid uit de meervoudige beteekenis van het woord « schuldig », doende uitschijnen dat het én de stoffelijkheid van het feit én de toerekenbaarheid daarvan in zich bevat.

« Werd eene oorzaak van rechtvaardiging ingeroepen door den beschuldigde, dan vestigt de voorzitter daarop bijzonder de aandacht van de jury en legt aan deze uit, dat, zoo zij deze oorzaak van rechtvaardiging aanneemt, haar antwoord ontkennend moet zijn. »

XIV. — Aan artikel 335 van het Wetboek van Strafvordering, na paragraaf 5, toe te voegen :

« Het openbaar ministerie en de verdediging zijn gemachtigd aan de jury uit te leggen de mogelijke gevolgen der schuldigverklaring », en het slot van artikel 342 te doen wegvallen van af de woorden : « en zij komen aan hun eersten plicht te kort ».

XV. — Na artikel 358 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling in te voegen :

« Wordt de beschuldigde vrijgesproken, dan mag hij later niet meer worden vervolgd uit hoofde van eene betichting ondergeschikt aan die voor welke hij naar het Assisenhof werd verwezen. »

XVI. — Aan artikel 345 van het Wetboek van Strafvordering, na paragraaf 2, eene 3^{de} paragraaf toe te voegen, luidende als volgt :

« Indien, in den loop harer beraadslaging, de jury den voorzitter der Assisen doet roepen, zijn het openbaar ministerie en de verdediging tegenwoordig bij het onderhoud van den voorzitter met de

explications qu'ils jugeront convenir. »

XVII. — Introduire dans l'article 563 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Si l'accusé est déclaré coupable, la Cour, en chambre du conseil, délibérera avec le jury sur l'application de la peine ; la décision sera rendue à la majorité des voix.

» Le président de la Cour d'assises mettra d'abord aux voix la peine la plus forte et successivement les pénalités moindres. »

XVIII. — Ajouter un article 371bis, ainsi conçu :

« S'il était reconnu que l'accusé est l'auteur du fait incriminé et s'il résulte des débats que l'accusé a été acquitté parce qu'il était en état de démence au moment du fait, la Cour, après avoir entendu le ministère public et la défense, pourra ordonner la collocation de l'accusé si son état de démence est tel que sa mise en liberté serait un danger pour la sécurité publique. »

XIX. — Ajouter à l'article premier, paragraphe premier de la loi du 4 octobre 1867, les mots : « Sauf en matière criminelle ».

XX. — Ajouter à l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, ce qui suit :

« Néanmoins, dans le cas prévu par le présent article, si le fait est qualifié crime, l'accusé aura le droit de demander son renvoi en Cour d'assises.

» A cette fin, après que le dossier

jury en mogen zij, van hunnen kant, aan de jury zoodanige uitleggingen geven als zij noodig achten. »

XVII. — In artikel 563 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling op te nemen :

« Wordt de beschuldigde schuldig verklaard, dan beraadslaagt het Hof, in raadkamer, met de jury over de toepassing van de straf; de beslissing wordt genomen bij meerderheid van stemmen.

» De voorzitter van het Assisenhof brengt eerst de hoogste straf in stemming en vervolgens de mindere straffen. »

XVIII. — Een artikel 371bis toe te voegen, aldus luidende :

« Werd het erkend, dat de beschuldigde de dader is van het als strafbaar beschouwde feit en vloeit het voort uit de debatten, dat de beschuldigde werd vrijgesproken omdat hij, toen het feit werd gepleegd, in staat van waanzin verkeerde, dan kan het Hof, na het openbaar ministerie en de verdediging te hebben gehoord, bevelen dat de beschuldigde zal worden opgesloten indien zijn staat van waanzin van zulken aard is, dat zijne invrijheidstelling gevaar zou opleveren voor de openbare veiligheid. »

XIX. — Aan het eerste artikel, § 1, der wet van 4 October 1867 de volgende woorden toe te voegen : « Behalve in strafzaken. »

XX. — Aan artikel 2 der wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden het volgende toe te voegen :

« Echter, in het geval voorzien bij dit artikel, indien het feit misdadig wordt genoemd, heeft de beschuldigde het recht te vragen dat hij naar het Assisenhof worde verwezen.

» Te dien einde, nadat de proces-

aura été communiqué à son conseil et qu'il aura été avisé par lettre recommandée du jour fixé pour la décision de la Chambre du conseil, il sera tenu de savoir s'il acquiesce au renvoi éventuel de la poursuite devant le Tribunal correctionnel à raison de l'admission éventuelle de circonstances atténuantes, ou s'il opte pour le renvoi en Cour d'assises. Faute de ce faire, il sera présumé opter pour le renvoi en Cour d'assises. »

XXI. — Ajouter à la suite de l'article 182 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« Lorsqu'un prévenu assigné devant le Tribunal correctionnel soulèvera l'incompétence basée sur ce qu'il s'agit d'un délit politique ou de presse, l'incident ne pourra être joint au fond. »

XXII. — Ajouter après l'article 240 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante :

« En Cour d'appel, les témoins entendus en première instance, seront assignés à comparaître à nouveau devant la Cour, si cette comparution est réclamée, soit par le ministère public, soit par la défense. »

XXIII. — Ajouter à l'article 209 du Code d'instruction criminelle un paragraphe ainsi conçu :

« Ce rapport énumérera les charges relevées contre le prévenu et ses moyens de défense ; il indiquera les pièces et les documents à l'appui, sans qu'il soit nécessaire d'en donner lecture, à moins que cette lecture ne soit réclamée par le ministère public

stukken werden medegedeeld aan zijn raadsman en hem bij aangeteekenden brief kennis werd gegeven van den dag bepaald voor de beslissing der Raadkamer, is hij gehouden te weten of hij toestemt in de gebeurlijke verwijzing van de vervolging naar de boetstraffelijke rechtbank uit hoofde van het mogelijk aannemen van verzachtende omstandigheden, of wel dat hij de voorkeur geeft aan de verwijzing naar het Assisenhof. Doet hij het niet, dan wordt hij ondersteld de voorkeur te geven aan de verwijzing naar het Assisenhof. »

XXI. — Na artikel 182 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling toe te voegen :

« Wanneer een verdachte, die voor de boetstraffelijke rechtbank is gedaagd, de onbevoegdheid opwerpt, hierop berustend dat het een politiek misdrijf of een persdelict betreft, kan het incident niet terzelfder tijd als de zaak zelf worden behandeld. »

XXII. — Na artikel 240 van het Wetboek van Strafvordering de volgende bepaling toe te voegen :

« Voor het Hof van beroep worden de getuigen, in eersten aanleg gehoord, gedagvaard om opnieuw voor het Hof te verschijnen, indien deze verschijning wordt geëischt hetzij door het openbaar ministerie, hetzij door de verdediging. »

XXIII. — Aan artikel 209 van het Wetboek van Strafvordering eene paragraaf toe te voegen, luidende als volgt :

« Dit verslag somt de bezwaren op die tegen den verdachte werden gevonden, alsmede zijne verdedigingsmiddelen; het duidt aan de stukken bescheiden tot staving, zonder dat het noodig is die voor te lezen, tenzij deze lezing wordt gevraagd

ou la défense ; les jugements et arrêts de condamnation en matière correctionnelle devront donner le résumé des preuves de la culpabilité ; ils ne pourront, à peine de nullité être motivés ainsi : « Attendu que la prévention est suffisamment établie » ou par toute autre formule banale et de style.

XXIV. — Ajouter à l'article 190 du Code d'instruction criminelle ce qui suit :

« Lorsque le prévenu aura été acquitté en première instance, le jugement constatera s'il a été acquitté à l'unanimité ou par deux voix contre une.

» Dans le premier cas, l'appel du Ministère public sera jugé par la Cour d'appel composée de cinq conseillers ; aucune condamnation ne pourra être prononcée en appel qu'à la majorité de quatre voix contre une. »

XXV. — Lorsque le prévenu aura été acquitté en première instance, jugement ordonnera la mise en liberté immédiate.

« Dans le cas où il est décerné un mandat d'arrêt après que le signalement de l'accusé ou du prévenu aura été décrit, qu'il aura été photographié, soumis aux mesures anthropométriques et qu'il aura été procédé à ses empreintes dactyles, le juge d'instruction pourra le mettre en liberté provisoire, à charge de se représenter devant lui ou tel officier judiciaire qui lui sera indiqué, aux jour et heure qui lui seront fixés par le juge d'instruction et même, le cas échéant, deux fois par jour ; si le prévenu, sans motif légitime, ne comparait pas, il sera

door het openbaar ministerie of de verdediging ; de vonnissen en arresten van veroordeeling in boetstraffelijke zaken moeten den korten inhoud der bewijzen van strafbaarheid bevatten ; op straffe van nietigheid, mogen zij niet aldus met redenen worden omkleed : « Aangezien de betichting voldoende is vastgesteld » of door elk andere alledaagsche en geijkte formule. »

XXIV. — Aan artikel 190 van het Wetboek van Strafvordering het volgende toe te voegen :

« Wanneer de verdachte werd vrijgesproken in eersten aanleg, vermeldt het vonnis of hij werd vrijgesproken met eenparigheid van stemmen of met twee stemmen tegen één.

« In het eerste geval, wordt het beroep vanwege het Openbaar Ministerie berecht door het Hof van beroep samengesteld uit vijf raadsheeren ; in beroep mag eene veroordeeling slechts worden uitgesproken bij meerderheid van vier stemmen tegen één. »

XXV. — Wanneer de verdachte werd vrijgesproken in eersten aanleg, beveelt het vonnis zijne onmiddellijke invrijheidstelling.

» Ingeval een bevel tot aanhouding is uitgevaardigd, kan, na de beschrijving der uiterlijke kentekens van den beschuldigde of van den verdachte, nadat hij is gefotografeerd, nadat hij werd onderworpen aan eene anthropometrische opname en zijne vingerafdrukken werden genomen, de rechter van instructie hem voorloopig in vrijheid stellen, onder verplichting dat hij voor den rechter of voor eenig anderen rechterlijken ambtenaar, die hem wordt aangewezen, verschijnt op den dag en het uur, hem daartoe door den rechter van

ipso facto privé du bénéfice de la présente disposition.

» Lorsqu'il y aura lieu à détention préventive, le dossier de l'instruction sera communiqué au conseil du prévenu par la voie du greffe, pendant vingt-quatre heures, au plus tard quinze jours à partir de la date de l'arrestation. »

instruction bepaald, en zelfs, bij voorkomend geval, tweemaal daags ; indien, zonder wettige reden, de verdachte niet verschijnt, wordt hij *ipso facto* beroofd van het voordeel dezer bepaling.

» Wanneer er reden bestaat tot voorloopige hechtenis, worden de stukken van het onderzoek, langs den weg der griffie, aan den raadsman van den verdachte medege-deeld, gedurende vier en twintig uren, uiterlijk na vijftien dagen te rekenen van den dag der aanhouding. »

Ferd. FLÉCHET,
A. MECHÉLYNCK,
E. ROYER,
Maurice FERON,
Georges LORAND.